

PLENIERE DU 10 DECEMBRE 2007

DEBAT DE POLITIQUE GENERALE

Intervention de Véronique Bérégovoy, pour le groupe des élus Verts

Lundi 3 décembre s'est ouvert à Bali la 13^{ème} conférence internationale des Nations Unies sur le changement climatique, dont l'objectif est de préparer la suite du protocole de Kyoto, les représentants de près de 190 gouvernements réunis ont jusqu'au 14 décembre pour tracer une feuille de route de négociations prolongeant au-delà de 2012 le protocole de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre, responsables du réchauffement.

Mais déjà, des blocages et tractations de tout genre s'annoncent. Pourtant l'enjeu est de taille comme viennent de le rappeler plus de 200 scientifiques spécialistes du climat c'est maintenant qu'il faut agir. Ces derniers affirment que les gouvernements ont une fenêtre de 10 à 15 ans pour agir si nous voulons atteindre l'objectif d'une réduction d'au moins 50% d'ici 2050.

Pour presser les dirigeants de ces pays à prendre les bonnes décisions, des manifestations se sont déroulées sur tous les continents à l'occasion de la journée mondiale du climat, samedi 8 décembre.

Du global au local, comment notre région se situe-t-elle ?

Alors que nous nous engageons dans la mise en place d'un plan climat énergies, quelques lobbies industriels veulent continuer à nous imposer leur modèle économique du passé, continuant ainsi à polluer les habitants de cette région et bien au delà. Continuant à détruire la santé des salariés qui travaillent dans des conditions difficiles sur les sites Seveso mais aussi toutes celles et tous ceux qui travaillent dans l'agriculture productiviste, rongés par les pesticides.

Jusqu'où allons nous aller ?

Jusqu'où vont ils nous emmener pour satisfaire leurs intérêts privés déguisés en intérêt général ?

Nous le savons tous, notre région, ses territoires et ses habitants portent l'empreinte d'un mode de production qui ne les a pas ménagés.

Le développement économique fortement industrialisé et productiviste de la Haute-Normandie tel que nous l'avons vécu depuis la fin du 19^{ème} siècle n'est plus soutenable et

ne peut constituer un scénario pour l'avenir. En effet, notre région est particulièrement touchée par la précarité, les retards de qualification, le chômage mais aussi par la pollution de l'air, de l'eau et du recul de la biodiversité. Tout cela a un impact direct sur la dégradation de la santé des habitants.

La Haute-Normandie doit-elle être définitivement sacrifiée et continuer à avoir des indicateurs environnementaux et sociaux dans le rouge ?

A en croire certains dirigeants comme le directeur du Port Autonome du Havre : « oui, puisque Antifer a déjà un terminal pétrolier et que la zone est déjà industrialisée, installons un terminal méthanier. »

Ce genre de propos est méprisant, insupportable et d'un cynisme effroyable.

Aujourd'hui, une poignée d'industriels seraient donc en mesure de décider de ce qui est bon pour la Haute-Normandie ?

De qui se moque-t-on ?

De l'ensemble des citoyens.

Là aussi, à en croire, les derniers propos tenus par le PDG de Poweo, mardi dernier, sur les ondes de France Inter : toujours à propos du terminal méthanier, je cite « on a besoin de gaz, on a besoin de gaz naturel liquéfié, il faut diversifier nos fournisseurs et nous construisons un terminal méthanier au Havre. »

En effet, ces affirmations remettent directement en cause la légitimité du débat public sur le projet de terminal méthanier à Antifer que Monsieur Beigbeder semble occulter.

Mais que vaut alors le débat public ?

Que valent les expressions des différentes parties concernées par ce projet ?

Ces affirmations balayaient d'un revers de la main l'expression des citoyens et des élus locaux qui se sont déplacés tout au long du débat.

Un tel déni démocratique n'est pas acceptable.

En effet, les habitants, les élus, les associations, eux, ne considèrent pas le débat clos ni le projet bouclé... à en juger la forte mobilisation lors des différentes réunions. D'ailleurs, la majorité d'entre eux est opposée à ce projet et nous avons pu constater la qualité des arguments dans les cahiers d'acteur. Sans rentrer dans le détail de ce dossier puisque le temps m'est compté, je tenais à exprimer un argument qui s'oppose à ce projet : en maîtrisant au mieux nos consommations énergétiques, ce qui aujourd'hui est tout à fait possible, nous n'avons pas besoin d'importer de gaz.

Terminal méthanier, centrales au charbon, centre d'enfouissement de déchets ultimes, STOP, avant qu'il ne soit trop tard !

Accepter ces projets, ce serait aller à l'encontre de l'intérêt général, du bien-être des populations. Ce serait aller à l'encontre de tout le travail que nous effectuons dans cette région pour élaborer le SRADT, les SCOT, le Plan Climat Energies, l'Observatoire de la Biodiversité, mais aussi le développement des transports en commun, le développement de l'économie sociale et solidaire.

Nos projets répondent aux défis sociaux et environnementaux auxquels nous sommes confrontés, il ne faudrait pas qu'ils soient anéantis par des projets en complète contradiction avec ce que nous souhaitons pour la Haute-Normandie.

Bien évidemment, il ne faut surtout pas reproduire ce qui se passe avec les mesures ou plutôt les non-mesures du Grenelle de l'Environnement. Le jour de la conclusion, il y a eu une impressionnante série d'annonces.

Nous attendions avec impatience les mesures concrètes et surtout leurs déclinaisons budgétaires !

Sachant que l'augmentation d'émissions de gaz à effet de serre la plus préoccupante est celle du domaine des transports, on attendait que les belles paroles présidentielles prononcées à l'issue du Grenelle se traduisent par des actes : le gel de projets autoroutiers en France.

Or jour après jour, et aujourd'hui encore, on voit qu'il n'en est rien.

Quant aux contournements urbains et aux projets de résorption de points noirs, exceptions au beau principe énoncé pendant le Grenelle, il s'agit rien de moins qu'une quarantaine de projets autoroutiers sur la cinquantaine que compte notre pays. Ils seront tous réalisés !

Mais qui faut-il croire ?

Le Président de la République qui admet, en conclusion du Grenelle, que l'Etat a eu tort de se désengager du développement des transports urbains, ou le même, qui confirme aux maires de grande ville, à Grenoble ou à Strasbourg, que le « grand contournement routier » pour lequel ils font depuis si longtemps le siège des ministères, sera tout de même réalisé ?

Les paradoxes de l'actuel gouvernement ne manquent pas.

RFF et les activités de FRET doivent faire face à un manque criant de crédits.

L'annonce faite par la SNCF d'un plan de redressement de ses activités Fret et le silence assourdissant de M. Borloo sur ce dossier. Cette restructuration, qui va toucher de nombreuses gares normandes, aura pour conséquence un report massif du transport de marchandises du fer à la route, augmentant encore le nombre de poids lourds en circulation, avec, à la clé, plus de pollution.

Mais qui faut-il croire ?

Le Président de la République qui, en clôture du Grenelle, dit qu'il ne veut pas créer de nouveaux sites nucléaires ou le même qui annonce la construction d'un nouvel EPR, lors d'une visite surprise à Penly ?

Où est le courage, où est la rupture quand, à la hausse des prix des hydrocarbures, qu'on sait durable, on répond une fois de plus par des subventions à la consommation, qui ne font que retarder encore l'adoption de solutions de fond ?

Et la cerise sur le gâteau : le gel temporaire des cultures OGM en hiver.

Où est passé le discours de Monsieur Sarkozy sur le moratoire ?

Il avait déclaré qu'une évaluation sanitaire et environnementale solide était nécessaire avant de pouvoir autoriser la culture OGM : traduction en acte fort de cette position, gel temporaire pendant l'hiver. Quelle décision courageuse, en effet, interdire un maïs transgénique en période hivernale, c'est comme interdire le chauffage électrique en pleine canicule !

Et oui, nous savons bien que l'exercice est difficile car les tiroirs sont pleins de vieux projets : autoroutes, rocade, incinérateurs, agrocarburants, ... à la fois coûteux et inadaptés à la nouvelle donne écologique et sociale.

Et pourtant, il faudra bien faire des choix. Entre une rupture sans lendemain et une transformation en profondeur de la société par des changements au quotidien pour aller vers un vrai développement durable.